



ÉDUCATION ET ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR REPORTAGE

En Seine-Saint-Denis, la mobilisation pour l'école publique prend de l'ampleur

Une manifestation des personnels de l'éducation du département s'est élancée jeudi vers le ministère de l'éducation, devant ponctuer une mobilisation protéiforme depuis deux semaines. Élèves, enseignants et parents réclament d'une même voix un plan d'urgence.

Nevil Gagnepain - 8 mars 2024 à 17h51

Tandis que la place de la Sorbonne à Paris se remplit peu à peu, la statue en hommage au philosophe Auguste Comte, fondateur du positivisme, se pare de revendications. « *On veut un plan d'urgence dans le 93* », « *on veut 358 millions d'euros* ». La Seine-Saint-Denis est sur toutes les lèvres, toutes les pancartes, jusque dans le son grésillant de la sono du camion de la CGT, qui crache la chanson *Seine-Saint-Denis Style* du groupe de rap NTM.

Jeudi 7 mars, les personnels d'éducation du département ont convergé vers la capitale pour former un cortège bien garni, 4 500 personnes selon les organisateurs. Le point d'orgue d'un mouvement qui essaime depuis la rentrée du 26 février : syndicats et usagers des écoles réclament de concert un plan d'urgence de 358 millions d'euros pour donner un peu d'oxygène à un système éducatif au bord de la rupture, dans le département le plus pauvre de métropole.

Les syndicats se félicitent d'une grève historique, majoritaire jeudi, selon leurs propres relevés : 60 % dans le secondaire et 45 % dans le premier degré. Le rectorat de Créteil annonce quant à lui 22 % de grévistes dans les collèges et lycées et 16 % dans les écoles maternelles et élémentaires. De nombreuses écoles n'ont pas pu assurer les cours et ont dû mettre en place le service minimum.

L'ampleur du mouvement traduit la situation explosive dans le département où les actions en tout genre se sont multipliées. Piquets de grève, opérations « collège mort », assemblées de villes, blocages d'établissements. Le mouvement s'étend, même dans des localités peu habituées à ce type de mobilisations, comme à Dugny, petite commune de 10 000 habitants.

À Dugny, élèves, parents et enseignants au diapason

Il est huit heures du matin mercredi quand, au coin de la rue du collège Jean-Baptiste-Clément, apparaissent sur deux tables pliantes des viennoiseries, du thé et des jus de fruits. Autour, de la musique et des éclats de rire. Sous une pluie fine, des parents et des élèves font la ronde autour de professeurs de l'établissement.

À la grève des personnels d'éducation qui a commencé lundi 26 février, jour de rentrée, parents et élèves ont répondu par une opération « collège désert » en début de semaine pour appuyer leurs revendications. « *On a eu 70 % d'absentéisme environ lundi*, se félicite Sarah Bouzid, parent d'élève et élue FCPE du collège. *Ça en dit beaucoup sur la mobilisation des familles.* »

Une dizaine d'adolescent-es chantent et tapent sur des casseroles. Sur leurs pancartes, des slogans dessinés en lettres capitales. « *Pas de brevet = pas de lycée : encore faut-il les moyens d'y accéder* », peut-on lire sur le carré de carton brandi par Hamza. « *Eux, ils croient que dans le 93 il n'y a plus rien, du coup, on est oublié par tout le monde* », s'insurge le collégien de 12 ans.

« *Eux* », c'est le gouvernement, ce sont les gens « *de l'autre côté du périp'h'* ». Le sentiment d'abandon est prégnant, tant pour les jeunes que pour le corps enseignant. Les élèves se bousculent pour exprimer leurs doléances. « *Cela fait dix ans qu'ils doivent rénover le collège, réparer des fenêtres par exemple* », enchaîne Adel, 13 ans. « *Dans ma classe on est 26, on est entassés, les tables, les chaises sont en mauvais état et grincent. On n'arrive pas à suivre les cours à*

cause de ça », ajoute-t-il.

Un peu plus loin, un professeur en remet une couche sur l'état des salles et ajoute qu'il ne peut même pas circuler dans sa classe tant les tables sont nombreuses pour accueillir tous les élèves. « *Les épidémies de grippe, on les sent passer*, plaisante-t-il. *Tout le monde la chope en même temps.* » Chez ses collègues professeur·es, le taux de gréviste a atteint les 90 % lundi 26 février.

À l'abandon généralisé des services publics dans le département, s'ajoute une problématique locale bien identifiée par les habitants de Dugny. Sarah Bouzid la résume par un slogan : « *REP et REP +, seul Dugny a manqué le bus.* » Contre toute logique, les établissements de la ville – qui compte le plus haut taux de logement social dans le pays (73 %) – ne sont pas inscrits dans le réseau d'éducation prioritaire. C'est pourtant le cas de plus de 60 % des écoles et collèges du département.

« *Ça donne le vertige de voir tout cet argent mis dans les JO quand on est coincé dans des écoles pourries.* »

Un professeur de Dugny

Conséquence directe, les classes comptent jusqu'à un tiers d'élèves en plus au collège Jean-Baptiste-Clément que dans des collèges de REP +. La situation est chaotique et le taux de réussite au brevet en chute libre. Un professeur montre sur son téléphone un graphique du site de *L'Étudiant* pour l'illustrer. 84 % de réussite en 2017, 69 % en 2023.

La problématique touche aussi les écoles maternelles et élémentaires de la ville. Mercredi, des personnels du premier degré ont rejoint la mobilisation devant le collège Jean-Baptiste-Clément. « *On a des classes à 27, 28 élèves en élémentaire* [la moyenne dans le premier degré tourne autour de 21 élèves par classe – ndlr]. *On a très peu de remplaçants et souvent des absences* », explique le directeur d'un groupe scolaire.

L'organisation des Jeux olympiques et paralympiques (JOP) dans le département ajoute au sentiment d'injustice quant à l'abandon de l'école. L'effet JOP va frapper de plein fouet la commune. Le « village médias », qui accueillera des

journalistes et techniciens de l'information des quatre coins du monde cet été a été construit sur une partie du parc départemental Georges-Valbon appartenant à Dugny.

Après l'événement, la ville nouvelle sortie de terre sera reconvertie en 1 400 logements et pourrait faire augmenter de plus d'un tiers la population de Dugny. La construction d'un nouveau collège n'est pas prévue. « *Ça donne le vertige de voir tout cet argent mis dans les JO quand on est coincé dans des écoles pourries* », résume un professeur.

Rats, fuites d'eau, toilettes cassées

Mercredi après-midi, la mobilisation continue, cette fois du côté de la mairie de Saint-Ouen. Là encore, la banderole dépliée devant le conseil régional évoque l'organisation des JOP. Des enseignants d'établissements du premier et du second degré déplient de grandes affiches, qu'ils accrochent à un grillage blanc, juste en face de l'enseigne « Île-de-France » qui surmonte l'entrée du siège de région. Dessus, des photos qui témoignent de la dégradation du bâti dans les écoles.

Chaque enseignant y va de son anecdote sur l'état déplorable des locaux de son établissement. Des rats qui courent dans les couloirs, des toilettes cassées en deux ou inutilisables, des fuites d'eau, des moisissures... François Mailloux, professeur de numérique et sciences informatiques et délégué syndical à Sud Éducation, montre du doigt la photo d'un mur délabré et moisi du lycée Condorcet de Montreuil. Il explique souffrir particulièrement des changements de températures dans les salles, qui descendent régulièrement sous les 13 °C en hiver.

Une situation qui peut devenir invivable l'été. « *En septembre, on a atteint les 39 °C dans les classes*, déplore-t-il. *J'ai dû arrêter un cours et accompagner un élève aux toilettes pour qu'il boive. Mais il n'y arrivait pas et a vomi. On a dû l'évacuer.* »

Des signes de faiblesse du côté du gouvernement

La rénovation des bâtis, qui incombe aux collectivités locales, nécessaire à grande échelle dans le département,

n'est même pas comptabilisée dans les 358 millions d'euros réclamés dans le plan d'urgence pour la Seine-Saint-Denis.

« En ce moment, il y a une petite musique qui dit que le bâti, ce n'est pas l'affaire du gouvernement, mais de la région, du département et des communes, s'agace Louise Paternoster, cosecrétaire de la CGT Éducation 93. Mais en septembre 2023, Clément Beaune a pu trouver 800 millions pour renflouer les réseaux régionaux de transports, notamment en vue des Jeux olympiques, pourquoi pas pour l'éducation ? »

Une telle somme permettrait à la fois de financer le plan d'urgence et d'entreprendre la rénovation des bâtis. *« On rappelle que les Jeux olympiques, ça dure deux semaines, alors que l'éducation d'un enfant, c'est quinze ans »*, assène la syndicaliste.

L'intersyndicale a d'ores et déjà appelé à cinq nouvelles journées de grève, le 14 et du 19 au 22 mars. La FCPE souhaite de son côté renouveler partout dans le département des opérations *« écoles, collèges et lycées déserts »*. Elle voit quelques premiers signes de faiblesse dans la communication du gouvernement. La ministre Nicole Belloubet a amorcé jeudi un rétropédalage sur la question des groupes de niveaux, si chère à son prédécesseur et actuel premier ministre, Gabriel Attal.

La veille, à l'Assemblée nationale, la ministre de l'éducation avait affirmé être *« favorable à une école plus forte en Seine-Saint-Denis »*, reconnaissant la *« singularité du département »*. Sans annoncer pour l'heure de mesure concrète pour répondre à l'appel à l'aide des personnels du département.

Nevil Gagnepain